



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

CONTENU

Informations générales sélectionnées

Retour sur le débat présidentiel	1
Cycle de Doha	2
Crise financière	3

Travail et système social

Vers un second plan de redressement?	4
--	---

Droits de propriété intellectuelle

Accord commercial anti-contrefaçon	6
--	---

Documents officiels et articles connexes.....	7
--	----------

Informations générales sélectionnées

Retour sur le débat présidentiel

Le candidat à la présidence des États-Unis (USA), John McCain a protesté cette semaine contre son adversaire Barack Obama (D-IL) après qu'il se soit opposé à l'Accord de libre-échange américano-colombien et après qu'il ait affirmé qu'il reconnaissait unilatéralement la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). McCain, suite à une question sur la dépendance énergétique des USA envers le Moyen-Orient, a souligné les dangers auxquels les USA s'exposeraient avec une renégociation de l'ALÉNA, notamment en matière d'approvisionnement de pétrole en provenance du Canada : « By the way, when Senator Obama said he would unilaterally renegotiate the North American Free Trade Agreement, the Canadians said, yeah, and we'll sell our oil to China. You don't tell countries you're going to unilaterally renegotiate agreements with them. » Obama, rappelons-le, avait annoncé la semaine dernière (12 oct.), qu'il était favorable au renforcement des normes sur le travail et sur l'environnement dans l'ALÉNA et qu'il veillerait à ce que les USA appliquent des sanctions plus strictes quant la manipulation de la devise nationale chinoise. Obama est d'avis que la politique de sous-évaluation du Yuan en restant arrimé au dollar U.S., augmente le prix des exportations américaines tout en rendant les importations chinoises moins chères sur le marché américain (danger du *one way flow*). Obama a d'ailleurs ajouté ceci en parlant de la Corée du Sud : « And when it comes to South Korea, we've got a trade agreement up right now, they are sending hundreds of thousands of South Korean cars into the United States, that's all good, but we can only get 4,000 to 5,000 into South Korea.»



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

En ce qui concerne la question de l'Accord de libre-échange avec la Colombie, McCain a déclaré ceci : « Right now because of previous agreements, on the goods and products that we send to Colombia, which is our largest agricultural importer of our products in South Central America, there's \$1 billion that we and our businesses have paid so far, in order to get our goods in there. » McCain a également tenu à souligner que la Colombie était un important allié des USA, notamment dans la lutte contre le narcotrafic et contre les activités du mouvement des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARCS). Dans sa réponse, Obama a insisté sur la nécessité que le pays se dote d'un mécanisme judiciaire efficace pour éradiquer la violence « anti-syndicale » et pour punir les assassins de *leaders* syndicaux, comme un « pré-requis » pour que l'Accord soit entériné :

The history in Colombia right now is that labor leaders have been targeted for assassination, on a fairly consistent basis, and there have not been prosecutions. Because the free trade agreement itself does have labor and environmental protections, we have to stand for human rights and we have to make sure that violence isn't being perpetrated against workers who are just trying to organize for their rights.

Lorsque McCain se fit demandé par Bob Schieffer, quels programmes il avait l'intention d'éliminer compte tenu du fossé budgétaire crée suite au plan de sauvetage de \$750 milliards, il a répondu que les subventions agricoles, notamment celles des producteurs d'éthanol (biocarburant), seraient reconsidérées : « I opposed subsidies for ethanol because I thought it distorted the market and created inflation. Senator Obama supported those subsidies. » McCain a également déclaré qu'il éliminerait les barrières tarifaires sur l'éthanol produit à partir de sucre de canne en provenance du Brésil.

Enfin, en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle (DPI), McCain a déclaré qu'il avait l'intention de se détacher de la politique Bush sur les médicaments d'ordonnance et importés. Il se dit en faveur d'une augmentation des importations de médicaments du Canada dans le but de réduire les prix sur le marché américain. Inutile de mentionner que cette déclaration a suscité de vives oppositions de la part de l'industrie pharmaceutique américaine.

Source: Inside US Trade, *McCain Blasts Obama On Colombia FTA, NAFTA, Ethanol At Final Debate*, October 17, 2008 - Vol. 26, No. 41.

Cycle de Doha

Le 15 octobre dernier, les pays membres du G8 ont réclamé une intensification des efforts pour compléter le cycle de Doha qui est en stagnation depuis le mois de juillet. Bien qu'aucune date ne fût fixée pour conclure le Cycle, le Premier



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

ministre britannique Gordon Brown a déclaré que le G8 se tenait prêt pour des pourparlers dans les semaines qui suivent. Outre le commerce, Brown a affirmé qu'il sera aussi question d'une éventuelle réforme du système financier international: « we've agreed also that at this meeting we will discuss detailed proposals that will reform the international financial system [...] and we believe that we can also resume the trade talks that have broken down over the last few months. » Les huit plus grandes économies du monde se sont entendues pour que les marchés demeurent « ouverts » malgré la crise et ont demandé que des mesures spéciales soient mises en œuvre afin d'atténuer les impacts de cette crise dans les pays en voie de développement: « [...] countries must continue to pursue trade and investment liberalization, " which over the past several decades has significantly raised the global standard of living and lifted millions out of poverty. » Bien que le besoin *immédiat* est la stabilisation des marchés financiers mondiaux et la restauration de la « confiance », le besoin à *long-terme* est une réforme des institutions de régulation de l'économie mondiale. Sur ce point, le Président de la République Française, Nicolas Sarkozy, s'est rendu samedi le 18 octobre, chez son homologue américain George W. Bush pour discuter de l'organisation d'un sommet international sur la crise financière visant à préparer un « agenda politique » pour réformer le système financier mondial. Selon la porte-parole de la Maison Blanche, Dana Perino, la rencontre n'était pas liée à la rencontre du G8, même si le dossier de la crise financière fut abordé. En définitive, bien qu'il soit trop tôt pour conclure quoi que ce soit, une chose est certaine : répondre à cette crise « structurelle » du marché mondial de la finance nécessitera une volonté politique d'aboutir, non pas dans la division, mais bien dans la concertation.

Source: Inside US Trade, *G8 Makes Doha Round Completion Part Of Financial Crisis Solution*, October 17, 2008 - Vol. 26, No. 41.

Crise financière

Un marché du crédit restreint par la crise financière mondiale risque de commotionner le commerce international, car les exportateurs et les importateurs auront plus de difficulté à *sécuriser* les prêts, l'assurance et les garanties qui supportent plus de 90 % des transactions commerciales internationales. Ce problème est encore plus grave pour les pays en voie de développement, où c'est déjà très difficile d'obtenir du crédit, notamment en raison du problème de l'opacité de l'information sur la santé financière des entités cherchant du financement. Ces difficultés futures peuvent déjà s'observer dans les activités de la Société financière internationale (*International Finance Corporation-IFC*). La semaine dernière, l'IFC a annoncé qu'elle augmentera de \$500 millions les fonds de son programme de financement global pour le commerce. Ce programme agit à titre de « garant » pour les banques internationales en fournissant aux banques des pays émergents des garanties pour couvrir les risques de défaut de paiement, car dans les situations de crise, les grandes banques ont tendance à



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

réduire leur financement commercial pour des raisons de sécurité financière. Selon, le responsable du programme, Scott Stevenson: « The IFC will likely request another increase of at least the same size from the World Bank board in order to help deal with the credit crisis. This is a direct result of the number of international banks that have drastically cut back on their trade financing activities. » Sur ce point, le directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Pascal Lamy, a annoncé le 10 octobre dernier, qu'il allait appeler les principaux fournisseurs de financement commercial à se réunir le 12 novembre prochain afin de trouver des moyens pour pallier ce problème avant que la crise ne s'aggrave. Il a également annoncé, le 14 octobre dernier, qu'il avait formé une « force spéciale » composée d'experts en économie internationale pour suivre de près l'enjeu du financement commercial. Cela dit, l'OMC a une marge de manœuvre limitée, car la finance n'est pas son domaine d'expertise. Elle doit travailler de concert avec la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI) qui seront de la partie le 12 novembre. Aussi invités sont les représentants d'importantes banques telles la *Bank of Scotland*, *HSBC*, *Citigroup*, *JPMorgan Chase*, etc.

Source: Inside US Trade, Financial Crisis Poses Risk For Finance System Supporting Trade, October 17, 2008 - Vol. 26, No. 41.

Travail et système social

Vers un second plan de redressement?

Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants américains, a déclaré qu'il est probable qu'un deuxième plan de redressement économique soit entériné, mais pas dans le cadre d'une *lame-duck session* après les élections: « Congressional Democrats stand ready to take action when we are ready with the appropriate package to go forward. » Le président du Comité pour l'Éducation et le Travail, George Miller (D-CA) a annoncé qu'il tiendra une discussion sur un deuxième plan de redressement économique, mais il n'a pas indiqué de date. Pour sa part, le président du Comité pour les Services financiers, Barney Frank (D-MA), a annoncé qu'une discussion se tiendra la semaine prochaine.

En ce qui concerne le contenu du plan, Pelosi a déclaré qu'il devrait être encore plus grand que celui tout juste entériné par la Chambre des représentants. Il contiendra plus spécifiquement des mesures « d'apaisement » pour la classe moyenne; des dépenses infrastructurelles supplémentaires; de l'aide pour les États en matière de santé et d'assurance-emploi; de l'assistance pour le chauffage des maisons; et plus de fonds pour le Programme de « coupons » alimentaires (*Food Stamp Program*). Du côté du Sénat, on semble aller dans le même sens. Le *leader* de la Majorité, Harry Reid (D-NV), a proposé son second plan de redressement. Il propose d'élargir l'assurance-emploi; d'augmenter les



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

fonds fédéraux pour le *Low Income Home Energy Assistance Program* (LIHEAP); d'augmenter les dépenses infrastructurelles pour créer des emplois; de modifier les hypothèques des maisons; et enfin, d'aider les États à combler le fossé budgétaire

Barak Obama a par ailleurs présenté cette semaine son plan de redressement économique. Évalué à \$59 milliards, son plan est semblable à celui de Reid, notamment en ce qui a trait à l'assurance-emploi, aux hypothèques, au chauffage des foyers à faibles revenus. Mais il se distingue en proposant des crédits d'impôts pour les entreprises, en suspendant les impôts sur les plus-values des petites entreprises et en augmentant les prêts pour les fabricant d'automobiles (jusqu'à \$50 milliards). Le plan d'Obama réduirait également les impôts pour la classe moyenne, éliminerait temporairement les pénalités pour les retraits des comptes individuels de retraite et imposerait un moratoire de 90 jours sur les saisies.

Selon la porte-parole de la Maison Blanche, Dana Perino, le plan des Démocrates comporte quelques failles qui peuvent s'avérer contre-productives. Le problème résiderait plutôt dans la gestion de dépenses publiques : « Additional benefits to individuals who may need support during an economic downturn aren't necessarily stimulative. On infrastructure, the Transportation Department has estimated that only 24 percent of project money is spent in a first year. »

Les Républicains ont immédiatement signalé leur opposition aux plans des Démocrates. Le Représentant John Boehner (R - OH) a qualifié le plan de Pelosi de « schème à \$150 milliards ». Le 13 octobre dernier, il a présenté un plan qui comprend des réformes fiscales pour « ramener » les emplois américains au pays et encourager l'achat de maisons. Son plan propose de suspendre l'impôt sur les plus-values pour deux ans; d'assurer à 100% les dépôts dans les comptes d'épargne et chèque; d'alléger les impôts sur les profits « rapatriés » des entreprises ayant des filiales à l'étranger; et de couper de 10 % le taux d'impôt des grandes corporations.

Enfin, John McCain a également présenté son plan de redressement économique. Le point central de son plan est l'utilisation de \$300 des \$750 milliards du plan de sauvetage financier pour acheter les « mauvaises hypothèques » au lieu de les utiliser pour investir dans les banques. McCain propose également de réduire les impôts de 10 % pour les premiers \$50 000 retirés des comptes individuels de retraite; de couper, comme Boehner, l'impôt sur les plus-values pour deux ans; et d'éliminer les d'impôts sur le chômage.

Source: Inside US Trade, *Lobbyists Debate Whether New Stimulus Package Opens Door To FTAs*, October 17, 2008 - Vol. 26, No. 41.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

Droits de propriété intellectuelle

L'Accord commercial anti-contrefaçon

Durant les négociations du 8 au 9 octobre 2008 de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) à Tokyo, réunissant des dignitaires de l'Australie, du Canada, des États-Unis (USA), de l'Union Européenne, du Japon, de la Corée du Sud, du Mexique, du Maroc, de la Nouvelle-Zélande, de Singapour et de la Suisse, les négociateurs américains ont proposé d'inclure dans le traité des mesures pour criminaliser les infractions en matière de propriété intellectuelle. Les USA, ont également encouragé les autres pays à mettre l'accent sur la création de liens organisationnels entre des organismes chargés de faire respecter la loi. Les USA, cherchent ainsi à mettre en œuvre des dispositions similaires à celles entérinées dans leur accord de libre-échange avec la Corée du Sud où tout acte de contrefaçon ou de piraterie à une échelle commerciale est criminalisé, même si l'infraction ne résulte pas en des gains financiers directs ou indirects. Ce qui pose problème dans cette séquence, c'est l'opacité de l'expression « à une échelle commerciale ». Comment distinguer une infraction ne faisant pas l'objet de pénalités criminelles d'une infraction sujet à de telles pénalités ? Autrement dit, sur quelles bases une infraction est-elle jugée criminelle ? Les discussions n'ont malheureusement pas spécifié de « niveau de pénalité » pour chaque crime.

Avant la rencontre, des associations américaines pour la défense des DPI ont envoyé une lettre aux négociateurs de l'ACAC leur faisant part de leurs recommandations les plus importantes. Parmi celles-ci figurent : 1) la criminalisation d'actes délibérés ("*willful*" acts) de contrefaçon et de piraterie, incluant les importations et les exportations de produits contrefaits et piratés et le blanchiment de revenus issus de telles activités; 2) l'instauration de punitions— "*commensurate to harm*"— et de sanctions allant jusqu'à l'emprisonnement; 3) l'inclusion dans l'ACAC d'une clause obligeant la destruction des stocks saisis et l'élimination des frais aux « tenants des droits » pour le stockage de ces produits saisis. Ces associations ont également demandé : 4) que les « tenants des droits » puissent avoir un accès « raisonnable » aux preuves; 5) la mise en place d'unités spéciales chargées de faire respecter la loi en matière de violation des DPI; et 6) la mise en place de liens organisationnels entre ces forces dans tous les pays ayant ratifié l'ACAC. En ce qui concerne les pouvoirs *ex-officio* des agents chargés de faire respecter la loi, les associations ont demandé à ce que ces agents se voient octroyés le droit saisir tout matériel pouvant servir à contrefaire ou pirater des produits *copyright* de même que toute preuve documentaire ou actif pouvant être retracé à l'activité frauduleuse. La lettre stipule que les agents « [...] should also be given the authority to impose imprisonment as a sanction against a failure to comply with a disclosure order. » La lettre fût signée par le groupe *Business Action to Stop Counterfeiting and Piracy* (BASCAP), l'*International Anticounterfeiting Coalition*, l'*International*



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

Trademark Association, l'IPR Business Partnership, la European Community Trademark Association, la National Electrical Manufacturers Association (NEMA) et plus de 11 autres groupes.

Pour lire la lettre des associations adressée aux négociateurs de l'ACAC, veuillez visiter : <http://www.iccwbo.org/bascap/index.html?id=16882>

Un autre point non abordé dans les négociations fut celui des mesures touchant l'Internet. Le président du Comité judiciaire du Sénat, Patrick Leahy (Démocrate) et le Sénateur, Arlen Specter (Républicain), ont fait pression sur la représentante américaine pour le Commerce (USTR), Susan C. Schwab, pour que l'ACAC ne traite pas de la responsabilité des fournisseurs de services Internet ou encore des enjeux liés au « détournement » des mesures technologiques contrôlant l'accès aux œuvres protégées sous la section 1201 du *Digital Millennium Copyright Act*. De cette façon, le Congrès s'assure une forme de liberté d'action sur l'interprétation de la loi en vigueur et sur les dispositifs légaux liés aux développements technologiques. Les sénateurs ont par ailleurs, appelé Susan Schwab à veiller à ce que l'ACAC se concentre sur l'adoption de hauts standards (civil, criminel et transfrontalier) soigneusement circonscris, flexibles et en accord avec la loi américaine en vigueur. À cet égard, l'adjoint au Représentant du Commerce des USA pour la Propriété intellectuelle et l'Innovation, Stanford McCoy, a déclaré: « we certainly hope to achieve an outcome that means a meaningful advance on intellectual property in what is expected from trading partners around the world in terms of Internet enforcement. We also intend to respect the balance reflected in U.S. law. »

Pour lire la lettre du Sénateur Leahy et du Sénateur Specter adressé à Susan Schwab, veuillez visiter : <http://www.ip-watch.org/weblog/index.php?p=1254>

Documents officiels et articles connexes

- *Economic Recovery & Job Creation Package Needed*. Congressional Democrats stimulus package. (**voir annexe attachée**).
- *Colombia Exporter Guide Annual 2008*. USDA Foreign Agricultural Service. GAIN Report: Global Agriculture Information Network, 2008, 20p. [En ligne] : <http://www.fas.usda.gov/GainFiles/200610/146249263.pdf>
- *Creating New Opportunities for Consumers and Businesses Around the World*. The White House: Office of the Press Secretary October 16, 2008. [En ligne] : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2008/10/20081016-7.html>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

- *Testimony Prepared for the Hearing: Economic Recovery: Options and Challenges*. United States House of Representatives: Committee on the Budget. October 20, 2008 Par Martin Neil Baily. 8p. [En ligne]: http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/testimonies/2008/1020_economic_recovery_baily/1020_economic_recovery_baily.pdf
- *Top 10 Global Economic Challenges Facing America's 44th President*. Brookings Institute: Brookings Global Economy and Development, 2008, 34p. [En ligne] : http://www.brookings.edu/reports/2008/~media/Files/rc/reports/2008/10_global_economics_top_ten/top_ten_2008.pdf
- *How to Manage the Banks*. Par Simon Johnson, Peter Boone, & James Kwak—October 15, 2008. [En ligne] : <http://www.petersoninstitute.org/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1026>
- *Global Financial Crisis: Is Brazil a Bystander?*. Par Mauricio Cárdenas—October 15, 2008 [En ligne] : http://www.brookings.edu/opinions/2008/1015_financial_crisis_cardenas.aspx
- *The Next World War? It Could Be Financial*. Par Simon Johnson & Peter Boone—October 12, 2008. [En ligne] : <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1022>
- *Epic Fail*. Par Steven R. Weisman—October 17, 2008. [En ligne] : <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1027>

○

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études internationales et mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca





Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008
